



Enquête d'opinion

« Que veulent les Maliens ? »

06 au 12 novembre 2012

Enquête Réalisée par :

Dr Ibrahima CISSE, socio anthropologue

Table des matières

REMERCIEMENTS	4
RESUME	5
PREMIERE PARTIE : OBJECTIFS ET CADRE METHODOLOGIE	6
1.1. Contexte et Justification.....	6
1.2. Objectifs de l'Etude	7
1.3. Approche méthodologique	7
1.3.1 Populations cibles et techniques de sondage	7
1.3.2 Organisation de l'étude	7
DEUXIEME PARTIE : RESULTATS	9
2.1. Les Causes de la crise	9
2.1. Gouvernance la transition	10
2.2.1. Le Président par intérim	10
2.2.2. Le Gouvernement d'Union Nationale	11
2.2.3. L'Assemblée Nationale	12
2.2.4. Rôle actuel joué par l'ex-junte	13
2.2.5. Activités des partis et regroupements politiques nés après le 22 mars.....	14
2.2.6. Les élections à venir.....	17
2.3. Crise institutionnelle et sécuritaire	16
2.3.1. Stratégies pour la libération des régions du Nord :	16
2.3.2. Appréciation du rôle joué par la CEDEAO	17
2.3.3. Appréciation de l'intervention militaire française	18
2.3.4. Appréciation de l'intervention militaire américaine	18
2.3.5. Négociations pour la libération du Nord	19
2.4. Acteurs religieux.....	22
2.4.1. Opinion sur le rôle des acteurs religieux :	22
2.4.3. Signification du caractère laïc de l'Etat :	24
2.5. Partenaires Techniques et Financiers.....	25
2.6 Société Civile et Médias.....	26
2.6.1. Perception du rôle de la Société Civile en tant que représentant des populations.....	26
2.6.2. Perception du rôle de contre-pouvoir des organisations de la société civile	27
2.6.3. Perception du rôle des médias dans la gestion de la crise.....	28
2.7. Principales qualités d'un leader politique	29
ANNEXE : CARACTERISTIQUES SOCIODEMOGRAPHIQUES DE LA POPULATION ENQUETEE	30
1. Sexe et classe d'âge	30
2. Statut matrimonial	31
3. Répartition par sexe et niveau d'instruction.....	31
4. Activités professionnelles principales	32

LISTE DES TABLEAUX

TABEAU 1: REPARTITION DES ENQUETES PAR SEXE ET SELON LEUR EXPLICATION DES CAUSES DE LA CRISE SECURITAIRE ET POLITICO-INSTITUTIONNELLE ACTUELLES	9
TABEAU 2 : REPARTITION DES ENQUETES SUIVANT LE SEXE ET LA CONFIANCE AU PRESIDENT PAR INTERIM	10
TABEAU 3 : REPARTITION DES ENQUETES SUIVANT LE SEXE ET LA CONFIANCE AU GOUVERNEMENT D'UNION NATIONALE	11
TABEAU 4 : REPARTITION DES ENQUETES SUIVANT LE SEXE ET LA CONFIANCE EN L'ASSEMBLEE NATIONALE	12
TABEAU 5 : REPARTITION DES ENQUETES PAR SEXE SELON L'OPINION SUR LE ROLE L'EX-JUNTE	13
TABEAU 6 : REPARTITION DES ENQUETES SUIVANT LE SEXE ET LEUR OPINION SUR LES ACTIVITES DES PARTIS ET GROUPEMENTS DE PARTIS POLITIQUES NES APRES LE 22 MARS	14
TABEAU 7 : REPARTITION DES ENQUETES SUIVANT LE SEXE ET L'ECHANCE DES ELECTIONS.....	15
TABEAU 8 : REPARTITION DES ENQUETES SUIVANT LE SEXE ET CHOIX DE VOTER POUR LES ELECTIONS A VENIR	16
TABEAU 9 : REPARTITION DES ENQUETES SUIVANT LE SEXE ET LA SOLUTION A PRIVILEGIER POUR LA LIBERATION DES REGIONS DU NORD	16
TABEAU 10 : REPARTITION DES ENQUETES SUIVANT LE SEXE ET L'APPRECIATION DU ROLE DE LA CEDEAO.....	17
TABEAU 11: REPARTITION DES ENQUETES SUIVANT LE SEXE ET L'OPINION SUR L'INTERVENTION MILITAIRE FRANÇAISE	18
TABEAU 12: REPARTITION DES ENQUETES SUIVANT LE SEXE ET L'OPINION SUR L'INTERVENTION MILITAIRE AMERICAINE.....	19
TABEAU 13: REPARTITION DES ENQUETES SUIVANT LE SEXE ET LEUR OPINION SUR LES ACTEURS AVEC LESQUELS LE GOUVERNEMENT DEVRA NEGOCIER.....	19
TABEAU 14: REPARTITION DES ENQUETES SUIVANT LE SEXE ET LEUR OPINION SUR LES ASPECTS DE RENEGOCIATION ENTRE LE GOUVERNEMENT ET LES MOUVEMENTS ARMES	20
TABEAU 15: REPARTITION DES ENQUETES SUIVANT LE SEXE ET LEUR OPINION SUR LES ASPECTS DE NON NEGOCIATION ENTRE LE GOUVERNEMENT ET LES MOUVEMENTS ARMES	21
TABEAU 16: REPARTITION DES ENQUETES SUIVANT LE SEXE ET L'OPINION SUR LE ROLE DES ACTEURS RELIGIEUX	22
TABEAU 17: REPARTITION DES ENQUETES SUIVANT LE SEXE ET L'OPINION SUR LA CREATION DU MINISTERE DU CULTE.....	23
TABEAU 18: REPARTITION DES ENQUETES SUIVANT LE SEXE ET LA SIGNIFICATION QU'IL DONNE DU CARACTERE LAÏC DE L'ETAT.....	24
TABEAU 19: REPARTITION DES ENQUETES SUIVANT LE SEXE ET LEUR OPINION DE CE QUE DOIT ETRE LE ROLE DES PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS	25
TABEAU 20: REPARTITION DES ENQUETES PAR SEXE ET SELON LEUR PERCEPTION DE LA SOCIETE CIVILE EN TANT QUE REPRESENTANT DES POPULATIONS	26
TABEAU 21: REPARTITION DES ENQUETES PAR SEXE ET SELON LEUR PERCEPTION DU ROLE DE CONTREPOUVOIR DES ORGANISATIONS DE LA SOCIETE CIVILE	27
TABEAU 22: EST-CE QUE LES MEDIAS JOUENT LEUR ROLE D'INFORMATION ET DE SENSIBILISATION DANS LA GESTION DE LA CRISE?...	28
TABEAU 23: REPARTITION DES ENQUETES SUIVANT LE SEXE ET DE LEUR OPINION SUR LES PRINCIPALES QUALITES DU LEADER POLITIQUE	29
TABEAU 24: REPARTITION PAR SEXE ET PAR TRANCHE D'AGE	30
TABEAU 25: REPARTITION PAR SEXE ET STATUT MATRIMONIAL	31
TABEAU 26: REPARTITION PAR SEXE ET NIVEAU D'INSTRUCTION	32
TABEAU 27: REPARTITION PAR SES ET ACTIVITE PROFESSIONNELLE PRINCIPALE.....	33

Remerciements

Au terme de cette enquête, il plait au consultant d'adresser ses sincères remerciements à tous ceux qui, de près ou de loin, ont apporté leur précieuse collaboration et leur appui à sa réalisation. Il s'agit de :

- La Friedrich Ebert Stiftung, dont le concours financier et les conseils ont rendu possible ce travail ;
- A son personnel technique à Bamako pour ses précieux conseils ;
- A la population du District de Bamako, pour sa disponibilité, et
- A l'équipe d'enquêteurs et agents de saisie à Bamako pour leur compétence et leur dévouement;

Le Consultant.

RESUME

Depuis le coup d'Etat de mars 2012, le Mali est rentré dans une période de crise politico-institutionnelle et sécuritaire ayant conduit le pays à se doter d'Institutions de Transition dont les deux missions principales sont la libération des régions Nord occupées et l'organisation des élections. Que pensent les Citoyens de cette crise et des Institutions mises en place pour sa gestion ? Quelles sont leurs appréciations des diverses mesures envisagées pour la sortie de crise et du rôle des différents acteurs ? Quel profil pour les futurs leaders politiques ?

Les résultats de l'enquête indiquent que, les **principales causes de la crise politico-institutionnelle**, du point de vue des Citoyens du District de Bamako, sont la **mauvaise gestion des rébellions au nord** et la **faiblesse des partis politiques** dans leur attribution de contrôle de l'exécutif. Ces causes sont complétées par d'autres comme la mauvaise gouvernance, l'insuffisance de préparation de l'armée et les effets de la crise libyenne.

Par rapport aux **Institutions de Transition**, les Citoyens ont **majoritairement confiance au Gouvernement d'Union Nationale**. Par contre **les opinions** sont plutôt **mitigées** concernant le **Président de la République par Intérim** et **l'Assemblée Nationale**.

Concernant **l'ex-junte**, l'opinion de la majorité des enquêtés est qu'elle **s'occupe actuellement surtout des questions militaires**.

Pour les **élections** à venir, la **quasi-totalité des enquêtés** souhaite leur tenue seulement **après la libération des régions du Nord** et la **grande majorité envisage d'y prendre part** par esprit civique.

Concernant la gestion de la crise politico-institutionnelle actuelle, une grande **majorité** des Citoyens **apprécie positivement le rôle joué par la CEDEAO**.

Pour plus de la moitié des personnes enquêtées, **l'usage de la force militaire demeure la stratégie à privilégier**.

Les partisans de la **négociation** représentent cependant un tiers des enquêtés. **La majorité désigne le groupe islamiste Ançar Dine** comme devant être **le partenaire privilégié du Gouvernement**, pour des renégociations de l'ensemble des Accords passés. Toutefois **l'intégrité territoriale, l'unité nationale et le caractère laïc de l'Etat demeurent non négociables**.

Pour la **libération des régions nord**, **l'intervention militaire française ou américaine**, est **souhaitée** par une **large majorité** des citoyens favorables à l'usage de la force.

La création du **Ministère des Affaires religieuses et du Culte** est **positivement appréciée** par la plupart des enquêtés. Toutefois **la majorité considère que le rôle des acteurs religieux doit se limiter** à celui de médiateurs entre les acteurs politiques.

L'opinion des citoyens est plutôt **mitigée** sur les fonctions de représentation des populations ou de contrepouvoir des Organisations de la **société Civile** et les fonctions d'information et de sensibilisation des **médias** sur la gestion de la crise.

Enfin pour la majorité des enquêtés, **l'intégrité**, puis dans une moindre mesure les **connaissances intellectuelles**, **la force de caractère** et **la compassion pour les pauvres** doivent constituer **les principales qualités du leader politique**.

PREMIERE PARTIE : OBJECTIFS ET CADRE METHODOLOGIE

1.1. Contexte et Justification

Depuis le coup d'Etat militaire du 22 mars 2012, la société malienne semble prise d'un remous traduisant un malaise dont plusieurs observateurs ont prédit le déclenchement. Malgré la renommée de la démocratie malienne en Afrique et dans le monde, les Maliens avaient toujours une vision nuancée de cette bonne image. Certaines pratiques ont été permanemment dénoncées et leurs causes sont de plusieurs ordres : le chômage massif des jeunes s'expliquant lui-même par une inadéquation de la formation et de l'emploi, le faible fonctionnement des institutions (Assemblée nationale, partis politiques, école, etc.), la corruption endémique (petite et grande) mais surtout l'injustice et l'impunité. En bref, le Mali avait un sérieux problème de gouvernance malgré les bons de satisfécit des partenaires bilatéraux et multilatéraux.

Depuis, il n'est pas rare d'entendre que « plus rien ne sera comme avant au Mali ». Il apparaît dès lors une remise en cause profonde du fonctionnement de la République et une situation politico-institutionnelle et sécuritaire préoccupante qui pourraient avoir des répercussions sur le paysage politique intérieur et les relations avec l'extérieur.

En vue de sortir de la crise, le Mali a bénéficié de l'appui de la CEDEAO pour la mise en place des organes de transition (Désignation du Premier Ministre, Formation d'un Gouvernement d'Union Nationale), à travers l'accord cadre signé entre l'Ex junte et elle. La classe politique, divisée dès les premières heures du Coup d'Etat en pro putschiste (MP22, COPAM, etc.) et en contre putschiste (FDR), ne voit pas de la même façon l'intervention de la CEDEAO. Les religieux, la société civile et tous les acteurs s'y sont impliqué et s'agitent à faire valoir leurs opinions.

La libération des régions du Nord divise aussi les acteurs : faut-il faire la guerre ou négocier ? Faut-il faire les élections avant ou après la libération du Nord ? Autant de questions que se posent les acteurs de la crise.

Par ailleurs, les acteurs religieux ont été très actifs dans la gestion de cette crise et il est important d'apprécier leurs interventions. De même il y a lieu de se demander si les médias qui véhiculent l'information ont joué convenablement leur rôle. Quid des partenaires techniques et financiers dont les manières de s'impliquer pourraient influencer significativement la gestion de cette crise et la conduite des politiques publiques. Les avis des citoyens sur toutes ces questions et leur analyse pourraient aider les décideurs et les acteurs politiques à mieux se positionner.

C'est dans cette perspective et en vue de permettre aux acteurs sociopolitiques de disposer d'éléments d'analyse scientifiquement élaborés que la Friedrich Ebert Stiftung a entrepris, en régie propre, un Sondage d'Opinion des Citoyens maliens dans le but de comprendre leurs préoccupations, leurs attentes et les moyens de les réaliser et leurs propositions de solutions en fonction des situations.

Les résultats de ce sondage pourront servir de boussole d'orientation politique pour les décideurs politiques en ce qui concerne leurs programmes de partis et projets de société, les partenaires bi- et multilatéraux du Mali en ce qui concerne leur accompagnement du

développement endogène du Mali, enfin les acteurs sociopolitiques conformément à leurs missions sociale et politique de développement.

1.2. Objectifs de l'Etude

L'étude vise, à travers un sondage auprès des citoyens résidant à Bamako, à évaluer leur opinion sur les effets de la crise née du coup d'état du 22 mars 2012.

Il s'est agit plus spécifiquement de:

- cerner l'opinion des citoyens sur la gouvernance et la transition ;
- voir ce qu'ils pensent de la crise politico sécuritaire, en particulier l'occupation des régions du Nord du Mali ;
- apprécier l'apport de la CEDEAO, des Partenaires Techniques et Financiers, de la société civile, des acteurs religieux et des médias.

1.3. Approche méthodologique

1.3.1 Populations cibles et techniques de sondage

Ont été interrogés les citoyens âgés d'au moins 18 ans au moment de l'Enquête et résidant dans le District de Bamako.

La taille de l'échantillon a été déterminée par la méthode des proportions.

Elle a été calculée de la façon suivante :

$$n = \frac{t^2 \times p(1-p)}{e^2}$$

Avec n= taille de l'échantillon attendu, t= niveau de confiance déduit du taux de confiance (traditionnellement 1,96 pour un taux de confiance de 95%), loi normale centrée réduite, p= proportion estimative de la population présentant la caractéristique étudiée dans l'étude, e=marge d'erreur (traditionnellement fixée à 5%).

$$n = 1,96 \times 1,96 \times 0,5 (1-0,5) / (0,05 \times 0,05) = 384$$

La méthode utilisée est celle des quotas, une méthode de choix raisonné, utilisée pour des échantillons de moins de 1000 individus.

1.3.2 Organisation de l'étude

1.3.2.1 Concertation préliminaire avec le commanditaire

Pour une meilleure compréhension de la mission, une séance de travail a regroupé le staff de la Friedrich Ebert Stiftung (FES) et le consultant. Cette rencontre a permis au commanditaire d'une part de mieux préciser ses attentes et les objectifs de l'enquête, d'autre part de faire des amendements sur l'approche méthodologique. Les observations formulées ont été prises en compte dans la version finale de la méthodologie.

1.3.2.2 Elaboration du questionnaire et du manuel de l'enquêteur

Un questionnaire qui prend en compte les attentes et préoccupations du commanditaire soulevées dans les TDR a été élaboré. Il comprend :

Partie I : Identification de l'enquêté

Partie II : Caractéristiques sociodémographiques et politiques

Partie III : Perception des enquêtés sur la situation politique avant le 22 mars

Partie IV : Perception des enquêtés après le 22 mars :

- de la gouvernance et la transition,
- de la crise institutionnelle et sécuritaire,
- du rôle et de la place des acteurs religieux,
- de l'influence des PTF,
- du rôle de la société civile et des médias.

Le manuel est destiné aux enquêteurs et constitue un document de formation continue. Il comprend quatre (4) parties essentielles :

- une première partie consacrée aux conduites à tenir pour mener de bonnes interviews ;
- une seconde partie réservée à la définition de certains concepts : âge révolu, niveau d'instruction, etc. ;
- une troisième partie définit le mode de remplissage du questionnaire ;
- la quatrième définit le rôle des acteurs (consultant, enquêteur) impliqués dans le sondage.

1.3.2.3 Recrutement, Formation des enquêteurs et Pré-test

Cinq (5) enquêteurs (3 femmes et 2 hommes) ont été recrutés et supervisés par le consultant. A l'issue de la formation, un pré-test ayant pour but de tester le questionnaire a été conduit à Bamako. Ce pré-test a permis d'améliorer la qualité du questionnaire.

1.3.2.4 Collecte des données

La collecte des données sur le terrain a duré 7 jours, du 06 au 12 novembre 2012, dans l'ensemble des Communes du District de Bamako. Elle a porté sur un échantillon de 385 individus choisis au hasard. Tous les jours, le consultant supervise les enquêteurs, qui procèdent aux corrections s'il y a lieu.

1.3.2.5 Traitement et Analyse

La saisie des données a été effectuée sur le logiciel Access. Les données ont été ensuite transportées sur Excel pour analyse.

La tabulation des données a été faite sur la base d'un plan d'analyse établi.

DEUXIEME PARTIE : RESULTATS

2.1. Les Causes de la crise

La principale raison évoquée comme cause de la crise actuelle que vit le pays est la mauvaise gestion des rébellions au nord, avis de près de 60% (57,66%) des citoyens du District de Bamako. La deuxième raison citée est la faiblesse des partis politiques (41,56%), qui n'ont pas joué leur rôle. Les autres causes non moins importantes sont : la mauvaise gouvernance (24,94%), assimilée ici aux « autres causes » (mauvaise gestion, corruption, attitudes du Président sortant), l'insuffisance de la préparation de l'armée (21,30%) et les répercussions de la gestion de la crise libyenne (21,04%). Le jeu des puissances étrangères (11,43%) et le (sous) développement des régions du nord (4%) sont aussi souvent mis au devant des explications.

Par sexe, la proportion des femmes domine nettement celle des hommes dans les causes liées à la mauvaise gestion des rebellions ou la non préparation de l'armée. Au contraire c'est la proportion des hommes qui est majoritaire chez les autres causes.

Tableau 1: Répartition des enquêtés par sexe et selon leur explication des causes de la crise sécuritaire et politico-institutionnelle actuelles

Causes de la crise	Femme	%Femme	Homme	%Homme	Total général	%
La mauvaise gestion des rébellions au nord	127	68,28	95	47,74	222	57,66
L'insuffisance de préparation de l'armée	46	24,73	36	18,09	82	21,30
La faiblesse des partis politiques au pouvoir	65	34,95	95	47,74	160	41,56
La faiblesse des partis d'opposition	12	6,45	26	13,07	38	9,87
La gestion de la crise libyenne	37	19,89	44	22,11	81	21,04
Le jeu des puissances étrangères	19	10,22	25	12,56	44	11,43
L'absence de développement des régions nord	3	1,61	14	7,04	17	4,42
La faiblesse des organisations de la société civile	11	5,91	22	11,06	33	8,57
La faiblesse de l'Assemblée Nationale	8	4,30	21	10,55	29	7,53
Autres	36	19,35	60	30,15	96	24,94
Ne sait pas	3	1,61	4	2,01	7	1,82
TOTAL	186	100,00	199	100,00	385	100,00

L'analyse du lien avec le niveau d'instruction indique que la proportion des enquêtés de niveau secondaire est élevée (65,71%) à considérer que la mauvaise gestion des régions du nord est la principale cause de la crise actuelle. Ensuite vient la proportion de ceux qui n'ont aucun niveau d'instruction ou au plus le niveau du fondamental (58,82%), enfin celle du niveau supérieur (48,84%).

Par contre la faiblesse des partis politiques (2ème cause citée pour la crise actuelle) est surtout citée par les personnes de niveau supérieur et secondaire.

En relation avec l'engagement politique, près de 70% (68,89%) des militants politiques estiment que la mauvaise gestion des rebellions du nord est la cause principale de la crise actuelle contre 54% des non militants politiques. En revanche ce sont plus de 46% (46,39%) des non militants politiques qui mettent l'accent sur la faiblesse des partis politiques comme cause de cette crise contre moins du quart (24,44%) des militants politiques.

2.1. Gouvernance la transition

Pour la gestion de la crise politico-institutionnelle et sécuritaire, le pays s'est doté d'Institutions de Transition dont un Président par Intérim et un Gouvernement d'Union Nationale. Par ailleurs le mandat des Députés à l'Assemblée Nationale a été prolongé pour la durée de la transition.

Les résultats de l'enquête d'opinion des citoyens de Bamako sur ces Institutions sont indiqués aux tableaux suivants.

2.2.1. Le Président par intérim

Plus de quatre personnes sur dix (41,56%) disent ne pas avoir confiance, une personne sur cinq (20,26%) a modérément confiance et seulement 15% ont très confiance et juste confiance (17,92%), indépendamment du sexe et de l'âge. Moins de 5% des personnes interrogées sont sans opinion.

Tableau 2 : Répartition des enquêtés suivant le sexe et la confiance au Président par Intérim

Niveau de confiance	Femme	%	Homme	%	Total général	%
Juste confiance	35	18,82	34	17,09	69	17,92
Modérément confiance	37	19,89	41	20,60	78	20,26
Pas confiance	74	39,78	86	43,22	160	41,56
Sans opinion	15	8,06	4	2,01	19	4,94
Très confiance	25	13,44	34	17,09	59	15,32
TOTAL	186	100,00	199	100,00	385	100,00

Le lien avec le niveau d’instruction montre que près de la moitié (47,51%) des enquêtés sans niveau d’instruction ou dont le niveau n’excède pas le fondamental contre environ le tiers des niveaux secondaire et supérieur ne font pas confiance au Président par Intérim. Plus du quart (25,53%) du niveau supérieur a juste confiance contre moins de 20% pour le niveau secondaire et les « sans » niveau ou dont le niveau n’excède pas le fondamental. Ceux qui ont très confiance se comptent surtout parmi les enquêtés de niveau secondaire (22,86%).

Enfin plus du quart (25,56%) des militants politiques ont très confiance au Président de la République par Intérim contre seulement 12% des non militants.

2.2.2. Le Gouvernement d’Union Nationale

Plus de 60% des enquêtés ont soit très confiance (28,83%), soit juste confiance (31,43%). Plus d’une personne sur cinq (21,04%) déclare avoir modérément confiance et seulement environ 15% (14,81%) n’ont pas confiance. Moins de 4% des personnes interrogées sont sans opinion. Les personnes qui lui font très confiance comptent plus chez les hommes (38%) que chez les femmes (21%). Par contre, les personnes ayant juste confiance se rencontrent parmi celles âgées de 50 ans et plus (40%).

Au total, ce sont 81% qui lui font entièrement ou modérément confiance contre 15% qui ne lui font pas confiance et 4% sont sans opinion.

Tableau 3 : Répartition des enquêtés suivant le sexe et la confiance au Gouvernement d’Union Nationale

Niveau de confiance	Femme		Homme		Total général	%
Juste confiance	63	33,87	58	29,15	121	31,43
Modérément confiance	48	25,81	33	16,58	81	21,04
Pas confiance	28	15,05	29	14,57	57	14,81
Sans opinion	10	5,38	5	2,51	15	3,90
Très confiance	37	19,89	74	37,19	111	28,83
Total général	186	100,00	199	100,00	385	100,00

En rapport avec le niveau d’instruction, près du tiers (32,58%) des « sans » niveau d’instruction ou au plus le niveau du fondamental, ont très confiance au Gouvernement d’Union Nationale contre 27% de ceux du niveau secondaire et 21% du niveau supérieur. Par contre plus du cinquième des enquêtés du niveau supérieur (20,21%) n’ont pas confiance au Gouvernement contre moins de 15% du niveau secondaire et des « sans » niveau ou au plus le niveau fondamental.

2.2.3. L'Assemblée Nationale

Plus de 45% (46,49%) des enquêtés ne lui font pas confiance contre 13,25% qui lui font juste confiance et seulement 7% très confiance. Plus d'une personne sur cinq (22,60%) a modérément confiance. Une proportion importante (10,39%) est sans opinion.

Les personnes qui n'ont pas confiance se comptent plus parmi les hommes (63%) que parmi les femmes (43%) et plus chez les citoyens âgés de 35 à 49 ans (58,43%), ensuite viennent les moins de 35 ans (44,40%) et les plus âgées (36,36%).

Tableau 4 : Répartition des enquêtés suivant le sexe et la confiance en l'Assemblée Nationale

Niveau de confiance	Femme	%Femme	Homme	%Homme	Total général	%
Juste confiance	31	16,67	20	10,05	51	13,25
Modérément confiance	49	26,34	38	19,10	87	22,60
Pas confiance	68	36,56	111	55,78	179	46,49
Sans opinion	26	13,98	14	7,04	40	10,39
Très confiance	12	6,45	16	8,04	28	7,27
ND	-	-	2	1,01	2	0,52
Total général	186	100,00	199	100,00	385	100,00

La proportion des enquêtés du niveau supérieur est élevée (53,19%) à ne pas avoir confiance à l'Assemblée Nationale contre 44 à 46% respectivement des « sans » niveau d'instruction ou au plus le niveau fondamental et du niveau secondaire.

Enfin la proportion des non militants politiques est élevée (50,17%) à ne pas avoir confiance à l'Assemblée Nationale contre environ 36% des militants.

2.2.4. Rôle actuel joué par l'ex-junte

Les enquêtés estiment à 40% que la junte s'occupe actuellement des questions militaires. Plus du cinquième (26,49%) affirment qu'elle appuie les institutions de la transition et environ 14% pensent que l'Ex-junte dirige en réalité les institutions. Enfin plus de 7% sont sans opinion.

Tableau 5 : Répartition des enquêtés par sexe selon l'opinion sur le rôle l'ex-junte

Le rôle l'ex-junte	Femme	%Femme	Homme	%Homme	Total général	%
Appuie les Institutions de transition	48	25,81	54	27,14	102	26,49
Elle dirige en réalité les Institutions	20	10,75	32	16,08	52	13,51
Elle s'occupe des questions militaires	69	37,10	85	42,71	154	40,00
Elle s'occupe des intérêts des ex-membres	31	16,67	33	16,58	64	16,62
Elle ne s'occupe de rien	30	16,13	27	13,57	57	14,81
Autres	5	2,69	6	3,02	11	2,86
Ne sait pas	16	8,60	12	6,03	28	7,27
TOTAL	186	100,00	199	100,00	385	100,00

2.2.5. Activités des partis et regroupements politiques nés après le 22 mars

Pour la majorité des enquêtés (57,40%), les activités des partis et regroupements de partis créés après le 22 mars ont pour objectif la défense d'intérêts personnels. Plus du cinquième (22%) affirme que ces activités visent à opposer les maliens et environ la même proportion pense qu'elles ne visent que le pouvoir, pour sa préservation ou sa conquête.

Tableau 6 : Répartition des enquêtés suivant le sexe et leur opinion sur les activités des partis et regroupements de partis politiques nés après le 22 mars

Partis et regroupements politiques nés après le 22 mars	Fem me	%Fem me	Hom me	%Hom me	Total général	%
C'est bon pour la démocratie	36	19,35	19	9,55	55	14,29
C'est pour le pouvoir de leur parti	37	19,89	46	23,12	83	21,56
Pour leurs intérêts personnels	97	52,15	124	62,31	221	57,40
Pour le bonheur des maliens	17	9,14	32	16,08	49	12,73
Pour opposer les maliens	41	22,04	44	22,11	85	22,08
Pour créer l'anarchie dans le pays	23	12,37	38	19,10	61	15,84
Autres (précisez)	1	0,54		-	1	0,26
Sans Opinion	13	6,99	5	2,51	18	4,68
TOTAL	186	100,00	199	100,00	385	100,00

2.2.6. Les élections à venir

2.2.6.1. Opinions sur la période de tenue des élections

La quasi-totalité (91,69%) des enquêtés souhaite que les élections à venir se fassent après la libération des régions du Nord contre seulement 7% qui trouvent le contraire. Cette opinion est partagée presque dans les mêmes proportions des hommes que des femmes et par les trois groupes d'âge.

Tableau 7 : Répartition des enquêtés suivant le sexe et l'échéance des élections

Opinion sur l'échéance des élections	Femme	%Femme	Homme	%Homme	Total général	%
Non, après la libération des régions du nord	172	92,47	181	90,95	353	91,69
Oui, avant la libération des régions du nord	10	5,38	17	8,54	27	7,01
Autres	2	1,08	1	0,50	3	0,78
Sans Opinion	2	1,08		-	2	0,52
Total		100,00	199	100,00	385	100,00

2.2.6.2. Participation aux élections à venir

Environ 82% des citoyens ont déclaré qu'ils voteraient aux prochaines élections contre 14% qui ne voteraient pas. La proportion des abstentionnistes serait plus élevée chez les femmes (21%) que les hommes (9%). Pour les futurs votants, comme on pouvait s'attendre, leur proportion serait plus élevée chez les jeunes (84,65%) contre 77,53% pour les 35-49 ans et 76,36% pour les 50 ans et plus.

La grande majorité de ceux qui envisagent de voter (90%) justifient son attitude par devoir civique afin de choisir ses dirigeants, tandis qu'une minorité (environ 10%) conditionne sa participation soit à la présentation de son candidat, soit à la bonne organisation des élections. Ceux qui n'envisagent pas de voter (14%) justifient leur décision par le manque de transparence des élections, leur absence d'esprit civique et ou le manque de confiance à la classe politique.

Tableau 8 : Répartition des enquêtés suivant le sexe et choix de voter pour les élections à venir

Choix de voter pour les élections à venir	Femme	%	Homme	%	Total général	%
Ne sait pas	10	5,38	6	3,02	16	4,16
Non	36	19,35	18	9,05	54	14,03
Oui	140	75,27	175	87,94	315	81,82
TOTAL	186	100,00	199	100,00	385	100,00

2.3. Crise institutionnelle et sécuritaire

2.3.1. Stratégies pour la libération des régions du Nord :

Diverses stratégies pourraient être envisagées pour la libération des régions Nord occupées. Les résultats de l'enquête indiquent que 55% des citoyens souhaitent que soit privilégié l'usage de la force militaire, contre 34% qui sont favorables aux négociations et 11% aux deux simultanément. Les hommes (61%) seraient plus favorables que les femmes (47%) à l'usage de la force militaire. Cette stratégie est plus privilégiée par les jeunes de 18-34 ans (58%) que par les moins jeunes (49% des 35- 49 ans) et les plus âgés (47% des 50 ans et plus).

Tableau 9 : Répartition des enquêtés suivant le sexe et la solution à privilégier pour la libération des régions du Nord

La solution de libération du Nord	Femme	%	Homme	%	Total général	%
Force militaire et négociations en même temps	14	7,53	30	15,08	44	11,43
La force militaire	88	47,31	122	61,31	210	54,55
Les négociations	83	44,62	47	23,62	130	33,77
Ne sait pas	1	0,54		-	1	0,26
Total général	186	100,00	199	100,00	385	100,00

En rapport avec le niveau d’instruction, la proportion des partisans des négociations est plus élevée chez les « sans » niveau d’instruction et niveau fondamental (43%), contre 27,14% et 17% respectivement pour le niveau secondaire et le niveau supérieur.

La proportion des militants politiques à prôner la force militaire est élevée (65,56%). A l’opposé, celle des non militants est plus élevée parmi ceux qui prônent la négociation.

2.3 .2. Appréciation du rôle joué par la CEDEAO

Le rôle joué par cette institution régionale dans la gestion de la crise institutionnelle et sécuritaire au Mali est considérée positive, très positive et un peu positive par respectivement moins du cinquième (17,66%), plus du quart (26,23 %) et plus du dixième (11,43 %) des citoyens enquêtés. Par contre 13% jugent son rôle négatif à très négatif (9,8%). Les personnes qui apprécient la contribution de la CEDEAO se comptent plus parmi les plus jeunes de 18-34 ans (78%) et les personnes plus âgés, 50 ans et plus (76%).

Globalement, plus de 71% des personnes enquêtées apprécient positivement le rôle joué par la CEDEAO contre 23 % qui le juge plutôt négatif et environ 6% sont sans opinion. Ceux qui sont « remontée » contre la CEDEAO (opinion négative à très négative) reproche à l’institution régionale l’embargo économique et militaire, l’imposition d’un Président par Intérim et ou la volonté de détruire (ou de nuire) le Mali.

Tableau 10 : Répartition des enquêtés suivant le sexe et l'appréciation du rôle de la CEDEAO

L'appréciation du rôle de la CEDEAO	Femme	%	Homme	%	Total général	%
Négative	40	21,51	48	24,12	88	22,86
Positive	57	30,65	36	18,09	92	23,90
Sans opinion	26	13,98	6	3,02	32	8,31
Très négative	14	7,53	28	14,07	42	10,91
Très positive	26	13,98	42	21,11	68	17,66
Un Peu positive	23	12,37	37	18,59	60	15,58
ND	1	0,54	2	1,01	3	0,78
Total général	186	100,00	199	100,00	385	100,00

2.3.3. Appréciation de l'intervention militaire française

Les trois quart (75%) des citoyens enquêtés sont favorables à une intervention militaire française pour la libération des régions Nord du Mali dont 56% jugent cette intervention « nécessaire » et 19% la jugent même « indispensable ». Ceux qui ne lui sont favorables représentent 20% des citoyens dont 13% la juge « pas nécessaire » et pour 7% elle serait « inacceptable ». Environ 4% des citoyens sont « sans opinion ». La proportion des enquêtés « hostiles » à une intervention militaire française est plus élevée chez les hommes (25%) que chez les *femmes* (17%).

Tableau 11: Répartition des enquêtés suivant le sexe et l'opinion sur l'intervention militaire Française

L'opinion sur l'intervention militaire Française	Femme	%	Homme	%	Total général	%
Inacceptable	12	6,45	16	8,04	28	7,27
Indispensable	35	18,82	37	18,59	72	18,70
Nécessaire	108	58,06	108	54,27	216	56,10
Pas nécessaire	18	9,68	33	16,58	51	13,25
Sans opinion	10	5,38	1	0,50	11	2,86
ND	3	1,61	4	2,01	7	1,82
TOTAL	186	100,00	199	100,00	385	100,00

2.3.4. Appréciation de l'intervention militaire américaine

Les 79% des enquêtés sont favorables à une intervention militaire américaine dont pour la libération des régions Nord du Mali dont 56% le jugent « nécessaire » et 25% la jugent « indispensables ». Ceux qui sont contre cette intervention représentent environ 16 % des citoyens dont 4% la jugent « inacceptable ».

Tableau 12: Répartition des enquêtés suivant le sexe et l'opinion sur l'intervention militaire Américaine

L'opinion sur l'intervention militaire Américaine	Femme		Homme		Total général	%
Inacceptable	7	3,76	10	5,03	17	4,42
Indispensable	42	22,58	53	26,63	95	24,68
Nécessaire	107	57,53	107	53,77	214	55,58
Pas nécessaire	18	9,68	26	13,07	44	11,43
Sans Opinion	10	5,38	1	0,50	11	2,86
ND	2	1,08	2	1,01	4	1,04
Total général	186	100,00	199	100,00	385	100,00

2.3.5. Négociations pour la libération du Nord

2.3.5.1. Avec quel (s) partenaires (s) ?

Selon les enquêtés, le Gouvernement devrait négocier avec tous les acteurs : les élus des régions du Nord, le MNLA et Ançar Dine. Toutefois les citoyens enquêtés souhaitent en majorité que soit privilégiés les négociations avec Ançar Dine (pour 43%) contre 28% avec le MNLA.

Tableau 13: Répartition des enquêtés suivant le sexe et leur opinion sur les acteurs avec lesquels le gouvernement devra négocier

Négocier avec qui ?	Femme	%Femme (D=186)	Homme	%Homme (D=199)	Total général	%
Les élus du Nord	47	23,9	49	13,6	96	25,7
Le MNLA	63	32,0	41	23,3	104	27,9
Ançar Dine	79	40,1	81	46,0	160	42,9
Ne sait pas	8	4,1	5	2,8	13	3,5

3.5.2. Sur quoi (ré) négocier ?

Les (ré) négociations entre les parties prenantes doivent porter soit sur le contenu de l'ensemble des Accords passés (Pacte National, Accords d'Alger, etc.), soit sur certains points particuliers de ces Accords. Près de 40% (37,66%) des personnes interrogées souhaitent que toutes les dispositions des accords passés soient revues. L'allègement du dispositif militaire et sécuritaire dans les régions du nord (20,00%), le désengagement des forces armées (15,84%) sont d'autres alternatives envisagées. L'indépendance (1,04%) et le fédéralisme (1,82%) sont moins préconisés.

Tableau 14: Répartition des enquêtés suivant le sexe et leur opinion sur les aspects de renégociation entre le Gouvernement et les mouvements armés

(Ré)négocier sur quoi ?	Femme	%Femme	Homme	%Homme	Total général	%
Toutes les dispositions des accords passés (Pacte national, accords d'Alger, etc.)	71	38,17	74	37,19	145	37,66
L'Allègement du dispositif militaire et sécuritaire dans les régions du Nord	38	20,43	39	19,60	77	20,00
Le Désengagement des Forces Armées et de sécurité de la gestion de l'administration civile	32	17,20	29	14,57	61	15,84
L'intégration des combattants dans l'Armée	18	9,68	28	14,07	46	11,95
L'Intégration exceptionnelle des ressortissants de ces régions dans l'administration	15	8,06	23	11,56	38	9,87
Le Financement exceptionnel de projets individuels ou collectifs pour les ressortissants de ces régions	22	11,83	28	14,07	50	12,99
Le financement spécial de projets de développement dans ces régions	40	21,51	36	18,09	76	19,74
Le fédéralisme pour les régions du Nord	1	0,54	6	3,02	7	1,82

L'indépendance des régions du Nord	1	0,54	3	1,51	4	1,04
Autres:	10	5,38	21	10,55	31	8,05
Ne sait pas	21	11,29	17	8,54	38	9,87

2.3.5.3. Les Points non négociables

Les partisans des négociations estiment que les points suivants ne sont pas négociables :

- L'intégrité territoriale citée par plus des trois quart (75,32%) ;
- L'Unité nationale (54,03%) ;
- Le caractère laïc de l'Etat (49,09%).

Tableau 15: Répartition des enquêtés suivant le sexe et leur opinion sur les aspects de non négociation entre le Gouvernement et les mouvements armés

Non négociables	Femme	%Femme	Homme	%Homme	Total général	%
L'intégrité territoriale du Mali	141	75,81	149	74,87	290	75,32
L'Unité nationale	102	54,84	106	53,27	208	54,03
Le caractère laïc de l'Etat	82	44,09	107	53,77	189	49,09
La Décentralisation	20	10,75	29	14,57	49	12,73
La Démocratie au Mali	26	13,98	37	18,59	63	16,36
Autres	1	0,54	2	1,01	3	0,78
Ne sait pas	1	0,54	3	1,51	4	1,04

Les enquêtés de niveau d'instruction élevé semble plus attachés au caractère laïc de l'Etat : 63,83% pour le supérieur et 58,57% pour le secondaire (58,57%), contre 39,82% pour « sans » niveau d'instruction ou au plus le niveau fondamental.

2.4 Acteurs religieux

2.4.1. Opinion sur le rôle des acteurs religieux :

La grande majorité des enquêtés (80%) considère que le rôle des acteurs religieux doit être celui de médiateurs entre les acteurs politiques. Une proportion relativement faible (8%) estime que leur rôle doit aussi être celui d'acteurs entiers du jeu politique. Enfin, la même proportion (8%) juge que leur fonction doit être de dispenser des bénédictions pour le pays, faire de l'humanitaire, etc.

Tableau 16: Répartition des enquêtés suivant le sexe et l'opinion sur le rôle des acteurs religieux

Opinion sur le rôle des acteurs religieux	Femme	%	Homme	%	Total général	%
Des acteurs entiers du jeu politique	17	9,14	14	7,04	31	8,05
Des médiateurs entre acteurs politiques	149	80,11	159	79,90	308	80,00
Autres	13	6,99	18	9,05	31	8,05
Ne sait pas	5	2,69	6	3,02	11	2,86
ND	2	1,08	2	1,01	4	1,04
Total général	186	100,00	199	100,00	385	100,00

Ni le sexe, ni le niveau d'instruction ne semble interférer sur la distribution de ces opinions.

2.4.2. Opinion sur la création du Ministère du culte

Plus de 71% des personnes enquêtées considèrent la création du Ministère du culte comme très positive (26,23%), positive (33,77%) ou un peu positive. Environ 23% des enquêtés n'approuvent pas cette action dont environ 13% la juge négative et 10% la juge très négative.

Tableau 17: Répartition des enquêtés suivant le sexe et l'opinion sur la création du Ministère du culte

Opinion	Femme	%	Homme	%	Total général	%
Négative	13	6,99	37	18,59	50	12,99
Positive	61	32,80	69	34,67	130	33,77
Sans opinion	14	7,53	6	3,02	20	5,19
Très négative	18	9,68	20	10,05	38	9,87
Très positive	54	29,03	47	23,62	101	26,23
Un Peu positive	25	13,44	19	9,55	44	11,43
ND	1	0,54	1	0,50	2	0,52
TOTAL	186	100,00	199	100,00	385	100,00

2.4.3. Signification du caractère laïc de l'Etat :

Pour la majorité des enquêtés (81,56%), le caractère laïc de l'Etat signifie que l'Etat réserve le même traitement pour toutes les religions. Plus d'une de 10% (11,69%) considère que l'Etat ne doit pas s'occuper des affaires religieuses.

Tableau 18: Répartition des enquêtés suivant le sexe et la signification qu'il donne du caractère laïc de l'Etat

Caractère laïc de l'Etat	Homme	%Homme	Femme	%Femme	Total général	%
L'Etat ne s'occupe pas des affaires religieuses	24	12,06	21	11,29	45	11,69
L'Etat réserve le même traitement pour toutes	168	84,42	145	77,96	314	81,56
L'Etat est contre les religions		-	3	1,61	3	0,78
L'Etat est contre l'islam	3	1,51	6	3,23	9	2,34
Autre signification	8	4,02	3	1,61	11	2,86
Ne sait pas	6	3,02	16	8,60	22	5,71
TOTAL	199	100,00	186	100,00	385	100,00

2.5. Partenaires Techniques et Financiers

Le rôle des Partenaires Techniques et Financiers est très important de l'avis des enquêtés : plus de 60% d'entre eux mettent en exergue l'appui technique et financier. Plus de la moitié (51,69%) trouvent que les PTF doivent suivre et contrôler le Gouvernement dans l'utilisation des ressources mises à sa disposition. Pour plus du quart (26,49%), le Gouvernement et les PTF décident et suivent ensemble les politiques à mettre en œuvre, à l'opposé de ceux qui pensent que les PTF mettent les ressources à la disposition des autorités nationales ou des populations qui exécutent leurs politiques (5,71%).

Tableau 19: Répartition des enquêtés suivant le sexe et leur opinion de ce que doit être le rôle des Partenaires Techniques et Financiers

Partenaires Techniques et Financiers	Femme	%Femme	Homme	%Homme	Total général	%
Aider techniquement et financièrement le Gouvernement	120	64,52	113	56,78	233	60,52
Suivre et contrôler le Gouvernement dans l'utilisation des ressources mises à sa disposition	89	47,85	110	55,28	199	51,69
Les deux décident et suivent ensemble les politiques à mettre en œuvre	47	25,27	55	27,64	102	26,49
Que les PTF mettent simplement les ressources à la disposition des Autorités nationales et ou des populations qui exécutent leur politique	7	3,76	15	7,54	22	5,71
Autres	3	1,61	1	0,50	4	1,04
Ne sait pas	4	2,15	2	1,01	6	1,56

2.6 Société Civile et Médias

2.6.1. Perception du rôle de la Société Civile en tant que représentant des populations

Plus du tiers (38,44%) des enquêtés estiment que les Organisations de la Société Civile ne représentent pas les populations, contre seulement environ le dixième (11,17%) qui pense le contraire. Les autres (35, 84%) sont d'un avis plutôt nuancé, soit avec une représentation « pas tout le temps » (20,52%), ou bien « pas toutes les Organisations de la Société Civile » (15,32%).

Tableau 20: Répartition des enquêtés par sexe et selon leur perception de la Société Civile en tant que représentant des populations

Perception	Femme		Homme		Total général	%
Autres réponses	1	0,54		-	1	0,26
Non, je ne suis pas d'accord	56	30,11	92	46,23	148	38,44
Oui, je suis d'accord	21	11,29	22	11,06	43	11,17
Oui, mais pas toujours	49	26,34	30	15,08	79	20,52
Oui, mais pas toutes	26	13,98	33	16,58	59	15,32
Autres réponses	1	0,54		-	1	0,26
Sans Opinion	33	17,74	21	10,55	54	14,03
ND	-	-	1	0,50	1	0,26
Total	186	100,00	199	100,00	385	100,00

2.6.2. Perception du rôle de contrepuvoir des organisations de la société civile

L'opinion des enquêtés est relativement contrastée. En effet, 27% estiment que les Organisations de la Société Civile jouent effectivement un rôle de contrepuvoir à travers notamment leur sensibilisation de l'opinion ou des propositions de lutte contre la corruption, les injustices sociales, la lutte contre la pauvreté, la bonne gouvernance, etc. Par contre 20 % estiment que les Organisations de la Société Civile ne constituent pas un contrepuvoir du fait particulièrement de leur compromission avec la classe politique ou bien souvent il s'agit presque toujours des mêmes acteurs. L'attitude des autres enquêtés (47%) est plutôt nuancée, en estimant soit que toutes les Organisations de la Société Civile ne constituent pas des contrepuvoirs (24% des enquêtés), ou bien qu'elles ne le constituent pas toujours (23%).

Tableau 21: Est-ce que les Organisations de la Société Civile constituent un contrepuvoir au Mali ?

Contrepouvoir des Organisations de la Société Civile ?	Femme	% femme	Homme	% homme	Total général	%
Non, je ne suis pas d'accord	31	16,67	45	22,61	76	19,74
Oui, je suis d'accord	60	32,26	45	22,61	105	27,27
Oui, mais pas toujours	44	23,66	45	22,61	89	23,12
Oui, mais pas tous	40	21,51	52	26,13	92	23,90
Autres réponses	2	1,08	1	0,50	3	0,78
Sans Opinion	6	3,23	6	3,02	12	3,12
ND	3	1,61	5	2,51	8	2,08
Total	186	100,00	199	100,00	385	100,00

2.6.3. Perception du rôle des médias dans la gestion de la crise

Plus du quart des enquêtés (27,79) estime que les médias jouent un rôle positif dans l'information et la sensibilisation de la population dans la gestion de la crise actuelle le cinquième (20,26%) qui estime qu'ils jouent un rôle négatif pour cette gestion. Les avis de près de la moitié des personnes enquêtées (47,28%) sont plutôt nuancés ; 23,9% estiment que tous les médias ne jouent pas de rôle positif (ou négatif) ou pas tout le temps pour 23,38%. Près de 4% (3,90%) sont sans opinion.

Tableau 22: Est-ce que les médias jouent leur rôle d'information et de sensibilisation dans la gestion de la crise?

Perception sur le rôle des médias dans la gestion de la crise	Femme	%	Homme	%	Total général	%
Non, je ne suis pas d'accord	31	16,67	46	22,61	78	20,26
Oui, je suis d'accord	62	32,80	46	23,12	107	27,79
Oui, mais pas toujours	44	23,66	46	23,12	90	23,38
Oui, mais pas tous	40	21,51	52	26,13	92	23,90
Autres réponses	2	1,08	1	0,50	3	0,78
Sans Opinion	7	3,23	8	3,02	15	3,90
Total	186	100,00	199	100,00	385	100,00

2.7. Principales qualités d'un leader politique

Les principales qualités d'un leader politique sont selon les enquêtés : être intègre (58,96%), les connaissances intellectuelles (49%), être fort de caractère (47,79%) et avoir du souci pour les pauvres (46,49%). D'autres qualités sont moins fréquemment citées : l'expérience nationale de gestion (33,25%), être un croyant pratiquant (21%) et avoir une expérience internationale de gestion (15%).

Tableau 23: Répartition des enquêtés suivant le sexe et de leur opinion sur les principales qualités du leader politique

Principales qualités d'un leader politique	Femme	%	Homme	%	Total général	%
Connaissances intellectuelles	93	50,00	96	48,24	189	49,09
Expérience nationale de gestion	58	31,18	70	35,18	128	33,25
Expérience internationale de gestion	25	13,44	33	16,58	58	15,06
Etre fort de caractère	86	46,24	98	49,25	184	47,79
Etre intègre	117	62,90	110	55,28	227	58,96
Etre un croyant pratiquant	48	25,81	33	16,58	81	21,04
Avoir du souci pour les pauvres	88	47,31	91	45,73	179	46,49
Etre très riche	14	7,53	16	8,04	30	7,79
Etre issu d'une famille réputée	8	4,30	11	5,53	19	4,94
Autres	3	1,61	1	0,50	4	1,04
Ne sait pas	4	2,15	1	0,50	5	1,30
TOTAL	186	100,00	199	100,00	385	100,00

ANNEXE : Caractéristiques sociodémographiques de la population enquêtée

Les caractéristiques de l'échantillon enquêté portent sur les indicateurs ci-après:

- Le sexe ;
- L'âge;
- Le niveau d'instruction ;
- Le statut matrimonial;
- La profession ;
- La participation à la vie politique, et
- La participation à la vie associative.

Les données de l'échantillon selon les indicateurs ci-dessus mentionnés sont indiquées qui dans les tableaux qui suivent.

1. Sexe et classe d'âge

La population totale enquêtée (18 ans et plus) est composée d'environ 48% de femmes contre 52% d'hommes. La répartition par classe d'âge indique une prédominance des jeunes avec près de 63% des enquêtés qui ont entre 18-34 ans, suivis des 50 ans et plus (19%) et 35-44 ans (18,4%).

Tableau 24: Répartition par sexe et par tranche d'âge

	Femme	Homme	Total général	%
Entre 18 et 34 ans	117	124	241	62,60
Entre 35 et 44 ans	35	36	71	18,44
Entre 50 et +	34	39	73	18,96
Total général	186	199	385	100,00
%	48,31	51,69	100,00	

2. Statut matrimonial

Au plan matrimonial elle comprend 55% de mariés, 37% de célibataires, 4% de veufs et 3% de divorcés. Pour les célibataires, la proportion d'hommes enquêtés (69%) est plus élevée que celle des femmes (31%). L'inverse est constaté chez la catégorie des mariés où les femmes représentent 55% contre 45% d'hommes.

Tableau 25: Répartition par sexe et statut matrimonial

Statut Matrimonial	Femme	%	Homme	%	Total général	%
Célibataire	45	24,19	99	49,75	144	37,4
Divorcé	9	4,84	3	1,51	12	3,12
Marié	117	62,9	96	48,24	213	55,32
Veuf	15	8,06	1	0,5	16	4,16
Total	186	100	199	100	385	100

3. Répartition par sexe et niveau d'instruction

Le niveau d'instruction de la population enquêtée se présente comme suit : environ 27% ne sont pas instruits ou bien ont juste fréquenté l'école coranique, 24% ont le niveau supérieur, 18% ont le niveau secondaire, 15% ont celui du second cycle de l'école fondamentale, 12% ont celui du premier cycle fondamental, enfin 3% ont une formation de base en langue nationale.

Le nombre de personnes enquêtées selon le sexe est quasi identique pour l'ensemble des catégories de niveau d'instruction à l'exception du supérieur où l'effectif d'hommes (62 personnes) est presque le double de celui des femmes (32 personnes).

Tableau 26: Répartition par sexe et niveau d'instruction

Niveau d'instruction	Femme	%	Homme	%	Total général	%
Alphabétisé	7	3,76	5	2,51	12	3,12
Aucun	48	25,81	37	18,59	85	22,08
Ecole coranique	10	5,38	10	5,03	20	5,19
Ecole fond 1	20	10,75	9	4,52	29	7,53
Ecole fond 2	20	10,75	22	11,06	42	10,91
Ecole secondaire	33	17,74	37	18,59	70	18,18
Ecole supérieur	32	17,20	62	31,16	94	24,42
Médorsa 1	10	5,38	9	4,52	19	4,94
Médorsa 2	6	3,23	8	4,02	14	3,64
Total	186	100,00	199	100,00	385	100,00

4. Activités professionnelles principales

Au plan de l'occupation principale, la population enquêtée se compose de : 23% de commerçants et transporteurs, 17% de salariés (secteurs public et privé), 17% d'élèves et étudiants, 10% d'artisans ou ouvriers, 8% de libéraux (profession libérale), 1% d'Agriculteurs, 1% de retraités ; 21% n'exercent aucune activité.

La répartition de cette population par sexe indique une majorité d'hommes enquêtés chez les artisans/ouvriers, les commerçants/transporteurs et les élèves/étudiants. Par contre les femmes sont majoritaires chez les « aucune activités » professionnelle.

Tableau 27: Répartition par sex et Activité professionnelle principale

Activités Principales	Femme	%	Homme	%	Total général	%
Agriculture, élevage, pêche	0	-	2	1,01	2	0,52
Artisanat / ouvrier	11	5,91	29	14,57	40	10,39
Aucune activité	61	32,80	20	10,05	80	20,78
Autre Salarié	16	8,60	21	10,55	37	9,61
Autres (à préciser)	3	1,61	1	0,50	4	1,04
Commerce /transport	39	20,97	51	25,63	89	23,12
Etudiant /élève	26	13,98	39	19,60	65	16,88
Profession libérale	16	8,60	16	8,04	32	8,31
Retraité	2	1,08	2	1,01	4	1,04
Salarié de l'Etat	12	6,45	18	9,05	30	7,79
Total	186	100,00	199	100,00	385	100,00

Enfin au plan de la participation à la vie politique et ou associative, 24% des personnes enquêtées sont membres d'un parti politique et 21% d'une organisation de la société civile. La proportion des 35-49 ans membre de partis politiques est de 28,09% contre 23,64% pour les 50 ans et 21,58% pour les plus jeunes.